



AFPS GENTILLY  
25, rue Jean Louis  
94250 Gentilly  
mail : afps.gentilly@laposte.net  
site : afpsgentilly.wordpress.com

### **Parrainage des prisonniers palestiniens**

Contactez le comité local France Palestine de Gentilly pour connaître les modalités pratiques ou connectez-vous au site de l'AFPS  
[afps@france-palestine.org](mailto:afps@france-palestine.org)

## *Le Palestine à l'ONU, une victoire morale*

### **La colonisation s'intensifie**

À ce jour, Plus de 500 000 colons juifs sont installés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Et début 2013, Israël annonce son intention de construire plus de 11 000 nouveaux logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, soit près du double des 6 800 construits sous le précédent gouvernement Netanyahu depuis mars 2009

Alors que le 29 novembre 2012, la Palestine est promue au titre d'État observateur non-membre de l'Assemblée générale des Nations Unies, Netanyahu réagit en annonçant une relance de la construction dans les colonies. En reprenant le projet « E1 » qui relierait Jérusalem-Est à la colonie de Maalé Adoumim, coupant en deux la Cisjordanie et l'isolant de Jérusalem, il compromet la viabilité d'un futur État palestinien.

C'est un bras d'honneur d'Israël à toute la communauté internationale, à tous ceux qui ont voté en faveur d'un État palestinien à l'ONU. Comment pourrait-on expliquer sinon que cette décision a été prise seulement 24 heures après la proclamation de cet État ? Cela ne fait que prouver l'arrogance et le mépris d'Israël à l'encontre de la communauté internationale. Rien ne changera tant que celle-ci ne décidera pas de sanctions

### **La rétention des finances palestiniennes.**

En décembre 2012, Israël considère que l'initiative palestinienne à l'ONU constitue un obstacle à la paix. L'état israélien décide donc en guise de punition de retenir quelque 100 millions de dollars de recettes fiscales collectées pour les Palestiniens.

Si en février 2013 Israël débloque 100 millions de dollars correspondant à une partie des sommes dues à l'Autorité palestinienne, ce transfert reste provisoire et ne concerne que les sommes dues pour un mois. Les contraintes subies par l'économie palestinienne, aggravent ses difficultés budgétaires et pèsent sur ses perspectives de développement, en effet, les transferts de recettes douanières et de TVA que doit lui reverser Israël, représentent 70 % de ses recettes.

Dans la même période, le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, confirme la décision du gouvernement de transformer en université un collège d'enseignement supérieur dans la colonie d'Ariel en Cisjordanie.

### **Une union européenne opportuniste et hors la loi**

Si en février 2013, l'UE condamne la colonisation à Jérusalem et recommande des sanctions financières contre Israël, il s'avère que sur l'année 2012, le volume des importations de l'UE en provenance des colonies est de 230 millions (estimations que le gouvernement israélien a communiquées à la Banque mondiale) ; cela représente environ quinze fois la valeur annuelle des importations de l'UE provenant des Palestiniens. Bien qu'insistant fermement sur le fait que les colonies ne font pas partie d'Israël, l'Europe accepte que ces produits issus des colonies soient importés avec comme origine déclarée « Israël », consentant ainsi à l'extension de la souveraineté d'Israël sur les territoires occupés. À ces contradictions au cœur de la politique européenne à l'égard des colonies illégales d'Israël vient s'ajouter le fait que l'UE s'est gardée d'exclure les colonies des avantages conférés par ses programmes de coopération et les accords bilatéraux qu'elle a conclus avec Israël.

Dans plusieurs cas, les fonds publics de l'UE destinés à la recherche et au développement ont servi à soutenir directement des activités dans les colonies.

Ne soyons pas surpris qu'alors les dirigeants israéliens agissent avec un total sentiment d'impunité vis-à-vis des États et des organisations internationales.

### **Une situation d'apartheid**

C'est ce qu'a conclu le tribunal Russell sur la Palestine au Cap, en Afrique du Sud, en novembre 2012, constatant la destruction des maisons, la privation de logement, les zones séparées, le travail très peu rémunéré, les papiers spécifiques limitant les déplacements, les bus et routes interdites, les barrages et check-points humiliants, les emprisonnements arbitraires...

## **Nous citoyens, nous pouvons agir**

- en nous engageant dans la campagne de Boycott, Désinvestissement, Sanctions internationales (BDS) à l'encontre d'Israël répondant à l'appel lancé en 2005 par 172 organisations de la société civile tant qu'Israël continuera à bafouer le droit international et les Droits de l'Homme. En France, sanctionnons Cartepillar, Orange, Véolia, Dexia, Ahava et Jaffa ;
- en n'achetant pas des produits fabriqués dans les colonies : soda club stream, les fruits, les lingettes teva et les produits avec code-barres 729 ;
- en nous adressant à nos gouvernants : « Assez de complaisance ! » ;
- en demandant à l'UE la suspension de l'accord d'association avec Israël ;
- en écrivant aux prisonniers politiques palestiniens et en demandant leur libération ;
- en allant en Palestine ;
- en informant son entourage sur les conclusions du tribunal RUSSEL sur la Palestine.

**Voici la lettre d'un jeune Palestinien au Président Obama, l'a-t-il lue ?  
En tous cas, il n'a pas répondu à l'appel de ce jeune garçon**

Cher Président Obama,

J'ai 14 ans et je vis dans le quartier palestinien de Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est. Il y a près de quatre ans ma famille et moi avons été évincés d'une partie de notre logis par des colons israéliens confortés par les jugements d'un tribunal israélien. Le processus a rendu la vie quasi insupportable pour moi et pour des dizaines de milliers de Palestiniens. Les colons agissent en vue d'une prise de contrôle des Juifs sur tout Jérusalem-Est, en usant parfois de violence contre les Palestiniens.

C'était autrefois un beau quartier. Chacun était si bien protégé, et avant que je n'aie été expulsé d'une partie de ma maison, je n'avais jamais peur d'aller dormir. Nous n'avions habituellement aucun souci. Maintenant il ne donne plus l'impression d'un quartier palestinien. Toutes les enseignes sont en hébreu et la musique aussi.

Les gens qui ont été expulsés ont subi une perte financière et sentimentale. Mon père a cessé d'aller travailler depuis près d'un an, parce c'était si encombré et dangereux et que chaque jour il y avait des tensions et des violences, de sorte qu'il ne pouvait pas juste nous laisser seuls dans la maison avec les colons. Les petits enfants mouillaient leur lit. Ma sœur ne pouvait pas dormir. Les colons avaient un chien et à chaque fois qu'il passait elle se mouillait elle-même.

La chose qui nous est arrivée nous a déchirés et séparés. Nous étions une grande famille et maintenant chacun vit dans une ville différente. Nous sommes inquiets et incertains au sujet de ce qui va arriver ici. Des enfants de mon âge ou beaucoup plus jeunes sont régulièrement arrêtés, interrogés et battus par la police israélienne, et sont violemment attaqués par les colons. Pendant la plus grande partie de ma vie, je me suis senti exposé au danger et menacé dans mon propre quartier et même dans ma propre maison.

M. le Président, vous avez le pouvoir de changer cela. La chose la plus simple que vous puissiez faire serait de voir vous-même notre situation et d'en parler franchement, de voir la réalité et de parler de ce que vous voyez. Il ne semble pas que vous ne sachiez pas ce qui arrive ici. Je suis sûr que vous savez tout.

Lors de ce voyage, j'espère que vous dénoncerez franchement le rôle du gouvernement israélien dans le soutien aux colons et que vous ferez pression sur le gouvernement israélien pour qu'il change de politique. L'aide militaire des USA à Israël est utilisée directement contre les manifestants palestiniens sans armes. J'espère qu'à l'avenir vous cesserez d'apporter une aide militaire pour soutenir l'occupation israélienne illégale de mon peuple.

J'espère aussi qu'à l'avenir justice sera rendue au peuple. J'espère que le monde commencera à dénoncer franchement l'oppression à laquelle nous faisons face dans mon quartier et (l'oppression) contre tous les Palestiniens. Que vous et d'autres ne resteront pas silencieux tandis que nos maisons sont prises, que les enfants sont arrêtés et blessés et que notre avenir est menacé.

M. le Président, nous voulons récupérer nos maisons et notre terre d'avant 1948. Ce qui arrive ici n'est pas juste et la plus grande partie du monde ne s'en rend pas compte. Donc si j'avais un souhait à formuler, je ferais rendre les droits de tous. D'un petit ballon qu'ils ont volé à un garçon dans la rue à une grande ferme qu'ils ont volé à un grand-père.

Muhammad el Kurd, *The Guardian*, mercredi 20 mars 2013



**Meeting de soutien aux prisonniers  
palestiniens le 17 avril 2013**

**à Saint-Denis à 19h Bourse du travail  
de Saint-Denis – 9/11 rue Génin –  
métro ligne 13 Saint-Denis  
- porte de Paris**

**Journée internationale  
des prisonniers politiques**

**Le Collectif National pour une Paix Juste  
et Durable entre Palestiniens et Israéliens**  
donne la parole à des prisonniers palestiniens libérés récemment : Allam et Amir, du camp de Balata en Cisjordanie, expulsés vers Gaza après leur libération. Ils sont respectivement membres des organisations politiques palestiniennes Fatah et Front Populaire de Libération de la Palestine Interviendront également pendant le débat :

- **Salah Hamouri**, 27 ans, Franco-Palestinien de Jérusalem, condamné à 7 ans de prison et libéré en novembre 2011 ;

- un(e) représentant(e) d'**Addameer**, ONG de juristes palestiniens basée à Ramallah spécialisée dans la défense et les droits des prisonniers. (à confirmer) ;

- un(e) membre du **conseil municipal de Bezons**. Le conseil municipal de Bezons vient de faire citoyen d'honneur de sa ville un prisonnier politique palestinien, **Majdi Rimawi**, condamné à 80 ans de prison. La ville de Bezons est jumelée avec la ville de West-Bani-Zaïd en Palestine occupée

- **Martine Brizemur**, militante d'Amnesty International

- **Fathya Barghouti**, maire de West-Bani-Zaïd, épouse du prisonnier Majdi Rimawi, citoyen d'honneur de la ville de Bezons, sera avec nous par liaison skype.

**Plus d'information sur :**  
<http://www.agencemediapalestine.fr>